

L'économie contribue au succès de la politique climatique

Une fois n'est pas coutume, les nouvelles sur le front du climat sont bonnes : la Suisse respectera les engagements pris dans le cadre du protocole de Kyoto. Entre 1990 et 2012, elle a réduit ses émissions de gaz à effet de serre de 8 % - pour moitié grâce à des mesures mises en œuvre en Suisse et le reste à l'étranger. Dans le même intervalle, le produit intérieur brut a augmenté de 36 % et la population de 18 %. La consommation d'énergie et les émissions de CO₂ se sont donc découplées de la croissance économique.

L'économie suisse se réjouit de ce succès, auquel elle a contribué de manière décisive. Fin 2012, plus de 2400 entreprises ont réduit leurs émissions de CO₂ de 1,4 million de tonnes au total, en collaboration avec l'Agence de l'énergie pour l'économie (AEnEC). À cela s'ajoutent les programmes de la Fondation Centime Climatique, qui ont permis de diminuer les émissions suisses de CO₂ de 2,7 millions de tonnes entre 2008 et 2012. La Fondation a également agité à l'étranger où elle a permis de réduire les émissions de quelque 16 millions de tonnes de CO₂. Les cimentiers ont également apporté une contribution significative, avec une baisse de leurs émissions de 40 % depuis 2004. Cela dit, le défi reste important : d'ici à 2020, la Suisse doit réduire ses émissions de 16 % supplémentaires – soit quatre fois plus en un tiers du temps. De plus, le Conseil fédéral est en train de changer les règles du jeu pour les entreprises, avec pour conséquence un affaiblissement constant de l'incitation à investir en faveur de la protection du climat. Au final, c'est l'environnement et les entreprises qui en sortent perdants, elles qui ploient sous un surcroît de charges administratives. Des améliorations sont nécessaires pour que la Suisse se maintienne sur la trajectoire du succès dans le domaine de la politique climatique.